

Elevages
2 rue Kerivoal
29334 Quimper

Quimper, le 15/03/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/02/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

EARL DE RUOT

RUOT
29710 Pouldreuzic

Références : 0052903311

Code AIOT : 0052903311

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/02/2024 dans l'établissement EARL DE RUOT implanté RUOT 29710 Pouldreuzic. L'inspection a été annoncée le 19/01/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EARL DE RUOT
- RUOT 29710 Pouldreuzic
- Code AIOT : 0052903311
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

élevage de porcs naisseur / engraisseur soumis à autorisation

inspection réalisée dans le cadre d'un dépôt de dossier de restructuration des activités

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée *a posteriori* du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée."

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Conformité de l'installation à	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	la demande d'autorisation		
2	Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)	Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2	Sans objet
3	Compatibilité aux PA « Directive Nitrates »	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II	Sans objet
4	Éléments pris en compte pour le plan d'épandage	Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-b	Sans objet
5	Déclaration de cessation d'activité	Autre du 26/01/2017, article R512-39-1 du Code de l'environnement	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les moyens de protection des zones sensibles (N2000 - pente avec ruisseau à proximité) ont été observés ou demandés.

Un listing des parcelles intégrant les éléments demandés dans ce rapport doit être transmis pour être joint au dossier déposé.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Conformité de l'installation à la demande d'autorisation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 3
Thème(s) : Élevage, Implantation – Aménagement
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la demande d'enregistrement. L'exploitant énumère et justifie en tant que de besoin toutes les dispositions prises pour la conception, la construction et l'exploitation des installations afin de respecter les prescriptions du présent arrêté.
Constats : L'EARL a déposé un dossier le 12/07/2022 complété le 14/06/2023 concernant : - Cessation de l'élevage bovin lait - fermeture du site « au coeur du cochon » à Kergroas en Plovan (968 porcs charcutiers)

<p>- restructuration du site Ruot bihan à Pouldreuzic : 460 truies (+22) 5448 porcs charcutiers (+1823) 272 cochettes(+231) 1920 porcs de moins de 30 kg (+104) soit +2154 animaux équivalents par rapport à l'arrêté d'autorisation de 2012 avec permis de construire déposé pour 1 bâtiment</p> <p>- modification du plan d'épandage</p> <p>Le dossier est fin de phase d'instruction.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Gestion adaptée des terres (bandes enherbées, retournement de prairies)

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2018, article 5.2</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p>Prescription contrôlée : PAR 6 Art 3,3 : L'implantation ou le maintien d'une bande enherbée ou boisée d'une largeur minimale de 5 mètres est obligatoire en bordure de la totalité des cours d'eau permanents ou intermittents, référencés dans les inventaires départementaux partagés et validés, mis en ligne sur les sites internet des services de l'État. Des dispositions particulières sont fixées dans les zones d'actions renforcées selon l'article 7.1 qui indique : Dans les bassins versants ou communes en zone d'actions renforcées, l'enherbement existant des berges de cours d'eau, permanents ou intermittents, visés à l'article 3.3, doit être maintenu sur une bande de 10 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dossier ne mentionne pas systématiquement la présence des bandes enherbées. L'îlot 45 situé à proximité d'un cours d'eau ne possède pas de bande enherbée.</p> <p>demande de l'inspection : transmettre le listing des îlots du plan d'épandage corrigeant ces anomalies.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Compatibilité aux PA « Directive Nitrates »

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 16-II</p>
<p>Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN</p>
<p>Prescription contrôlée : II. Dans les zones vulnérables aux pollutions par les nitrates, délimitées conformément aux dispositions des articles R. 211-75 et R. 211-77 du code de l'environnement, les dispositions fixées par les arrêtés relatifs aux programmes d'action pris en application des articles R. 211-80 à R. 211-83 du code de l'environnement sont applicables.</p>
<p>Constats :</p> <p>le point 5.1 du programme d'action régional prévoit l'interdiction d'épandage de lisier à moins de 100 m d'un cours d'eau si pente régulière du si supérieure à 7 % et en absence de talus.</p>

<p>a - îlots nécessitant une mesure (épandage de lisier uniquement ou mise en place d'un talus) :</p> <ul style="list-style-type: none"> - îlot 51 (1,51 ha SPE lisier) - 10% - îlot 40 (0,94 ha SPE lisier) - îlot 11 -îlot 13 - talus présent à mentionner - îlot 42 (1,94 ha SPE lisier) - 10% sur 100m - îlot 62(au coeur du cochon) - départ de ruisseau central - talus existant à mentionner <p>b - îlots à étudier selon le risque observé sur le terrain :</p> <ul style="list-style-type: none"> - îlot 54 - îlot 39 - îlot 21 <p>demande de l'inspection : transmettre le listing des parcelles du plan d'épandage avec les mesures ERC mises en place (SPE lisier / fumier - talus, ...)</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Éléments pris en compte pour le plan d'épandage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/12/2013, article 27-2-b
Thème(s) : Élevage, Pollution diffuse/DN
<p>Prescription contrôlée : Les éléments à prendre en compte pour la réalisation du plan d'épandage sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les quantités d'effluents d'élevage bruts ou traités à épandre en fonction des effluents produits, traités, exportés et reçus sur l'exploitation ; - l'aptitude à l'épandage des terres destinées à recevoir les effluents d'élevage bruts ou traités. L'aptitude des sols est déterminée selon une méthode simplifiée approuvée par le ministre en charge de l'écologie ; - les assolements, les successions culturales, les rendements moyens ; - les périodes d'épandage habituelles des effluents d'élevage bruts et traités, le cas échéant, sur les cultures et les prairies ; - les contraintes environnementales prévues par les documents de planification existants ; - les zones d'exclusion mentionnées à l'article 27-3 ;
<p>Constats :</p> <p>La présence de talus demandée pour les parcelles 11 - 13 - 51 Earl de Ruot 41 Aucoeur du cochon en raison de proximité de zones sensibles a été observée.</p> <p>demande de l'inspection : transmettre un listing des îlots du plan d'épandage mentionnant la présence de talus dans les mesures ERC</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Déclaration de cessation d'activité

Référence réglementaire : Autre du 26/01/2017, article R512-39-1 du Code de l'environnement
Thème(s) : Élevage, dispositions générales
Prescription contrôlée : <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</p> <p>III.-Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément au dernier alinéa de l'article L. 512-6-1, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine.</p> <p>L'exploitant transmet cette attestation à l'inspection des installations classées.</p> <p>Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.</p> <p>IV.-Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-39.</p> <p>Conformément à l'article 30 du décret n° 2021-1096 du 19 août 2021, ces dispositions entrent en vigueur le 1er juin 2022.</p> <p>Les cessations d'activité déclarées avant le 1er juin 2022 continuent d'être régies par les dispositions antérieures.</p>
Constats : demande de l'inspection : nous informer de la cessaion de l'activité d'élevage de Aucoeur du cochon dans les délais précisés ci-dessus.
Type de suites proposées : Sans suite